

Laura Wallace

RÉDACTRICE EN CHEF

Asimina Caminis

RÉDACTRICE PRINCIPALE

Elisa Diehl

RÉDACTRICE ADJOINTE,

CRITIQUES DE LIVRES

Natalie Hairfield

RÉDACTRICE ADJOINTE

Jacqueline Irving

RÉDACTRICE ADJOINTE

Luisa Menjivar-Macdonald

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Lai Oy Louie

GRAPHISTE

Lijun Li & Kelley E. McCollum

ASSISTANTES DE RÉDACTION

Avec la contribution de

Kenneth S. Rogoff

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

Peter Allum

Francesco Caramazza

Adrienne Cheasty

Paula De Masi

Andrew Feltenstein

Anne McGuirk

Ashoka Mody

Piroska M. Nagy

Mark Plant

Thomas Richardson

Orlando Roncesvalles

Jerald Schiff

Garry J. Schinasi

ÉDITION FRANÇAISE

Division française

Services linguistiques

Marc Servais

TRADUCTION

Van Tran & A. Berthail-Costa

CORRECTION & PAO

Mise sous presse par Cadmus Journal

Services, Lancaster, PA (U.S.A.)

Pour vos publicités, veuillez contacter

Kelly E. McCollum

Finance & Development

700 Nineteenth St., N.W.

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-6639

Fax : (202) 623-6149

E-mail : fandd@imf.org

Pour tout renseignement, s'adresser à

Finance & Development

International Monetary Fund

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-8300

Fax : (202) 623-6149

E-mail : fandd@imf.org

Internet : <http://www.imf.org/fandd>

Édition française : ISSN 0430-473x



Lettre de la rédaction

CES DERNIÈRES ANNÉES, les dirigeants des pays industrialisés ont accru leurs promesses d'aide et d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres, mais ce qu'ils ont donné d'une main, ils l'ont repris de l'autre. Par exemple, si les pays industrialisés ont dépensé 50 milliards de dollars en aide extérieure en 2001, ils ont dépensé six fois plus en subventions agricoles, qui pèsent sur les prix mondiaux et nuisent aux perspectives de revenu dans les pays pauvres en excluant les exportations agricoles des marchés des pays industrialisés.

Au cours de l'année écoulée, les réunions internationales de haut niveau de Doha, Monterrey et Johannesburg ont souligné la nécessité d'une plus grande cohérence entre la politique commerciale et la politique de développement. Il s'agit maintenant de passer à l'acte. Une stratégie cohérente reposerait sur une politique commerciale qui crée des débouchés pour les pays en développement, une aide au développement qui améliore la réaction de leur offre et des réformes dans les pays en développement eux-mêmes qui assurent que le commerce et l'aide stimulent la croissance et font reculer la pauvreté.

Ce numéro est axé sur les possibilités offertes à tous les pays d'améliorer leur sort grâce à la dynamique du commerce, notamment avec le lancement du cycle de négociations de Doha en novembre 2001. Les principaux bénéficiaires peuvent être ceux qui libéralisent eux-mêmes, et c'est pourquoi les pays en développement doivent éliminer rapidement leurs propres obstacles. Mais, dans l'agriculture, les pays industrialisés doivent montrer l'exemple; leurs secteurs agricoles sont relativement petits et ils disposent des ressources pour faciliter la transition. Ils enverraient ainsi un signal indispensable quant à leur engagement envers la réforme commerciale et supprimeraient une excuse utilisée par certains pour ne pas libéraliser. En plus de stimuler le commerce et la croissance mondiale — et donc de contribuer à faire reculer la pauvreté —, l'ouverture des marchés stabiliserait l'économie mondiale, ce qui garantirait un système financier international plus sain.

S'il y a tant à gagner, pourquoi le protectionnisme est-il encore bien vivant? Comme Peter Sutherland, ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous le rappelle dans son Point de vue, «en réalité, les guerres commerciales se livrent à l'intérieur des pays, entre les consommateurs et les groupes d'intérêts». Il est bien placé pour le savoir, puisque, à la mi-1993, il a pris la tête de l'organisation à un moment où les négociations commerciales du cycle d'Uruguay s'enlisaient après huit années, les participants défendant des positions bien arrêtées. Mais, avant la fin de l'année, il avait réussi à dégager un accord. Les négociations commerciales multilatérales ont ceci de bien qu'elles permettent d'aller au-delà des intérêts particuliers des pays. À l'occasion de leur prochaine réunion, les négociateurs de Doha représenteront presque tous les pays. Fin 2001, la Chine est devenue le 143^e pays membre de l'OMC. Nous explorons les craintes et les espoirs des pays industrialisés et des pays en développement à l'arrivée de ce géant économique à la table des négociations. Nous étudions aussi l'effet de l'ouverture aux échanges sur la distribution des revenus en Chine — une tendance bien plus complexe et optimiste qu'on ne le dit normalement.

* * * * *

Quant à Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, il revient à un sujet auquel il avait commencé à s'intéresser dans les années 80 : les prêts volumineux du FMI à des pays en crise doivent-ils faire craindre un aléa moral? Une question particulièrement opportune après les prêts de gros montant qui viennent d'être accordés à certains pays à marché émergent.

Laura Wallace

Rédactrice en chef

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

© 2002 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire les articles, prière de s'adresser à la rédaction. L'autorisation est en général accordée rapidement et gratuitement si les articles ne sont pas reproduits à des fins commerciales.